



dossier
lignes d'attac
#130

Après la colonie, « l'Outre-mer »

Avec un seul comité local à La Réunion, les Outre-mer français sont peu présents dans la réflexion d'Attac. Pourtant, l'actualité de ces « confettis de l'Empire » est balisée par des mouvements sociaux réguliers et intenses. Ici et là même, les luttes pour l'autodétermination voire l'indépendance y restent vives. Pauvreté, chômage, crise de l'éducation, pollutions, sujétion à la métropole... si les réalités de ces territoires sont bien différentes, et les considérer comme un ensemble uniforme, une ineptie, les maux qui les touchent résonnent bien souvent ensemble. Difficile, et même impossible, dans un court dossier de traduire la diversité des problématiques qui s'expriment. Tentons toutefois, par des entrées thématiques et locales, de mieux entendre la réalité de ces microcosmes marqués par le fait post-colonial.

AVIS

vous pouvez commander des exemplaires de ce dossier par lots de 25 exemplaires en envoyant un courriel à materiel-militant@attac.org (seuls les frais de port seront à votre charge)

Attac

association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action. Attac se mobilise contre l'hégémonie de la finance et la marchandisation du monde, pour des alternatives sociales, écologiques et démocratiques

Attac France
21 ter rue Voltaire
75011 Paris
01 56 06 43 60
attacfr@attac.org

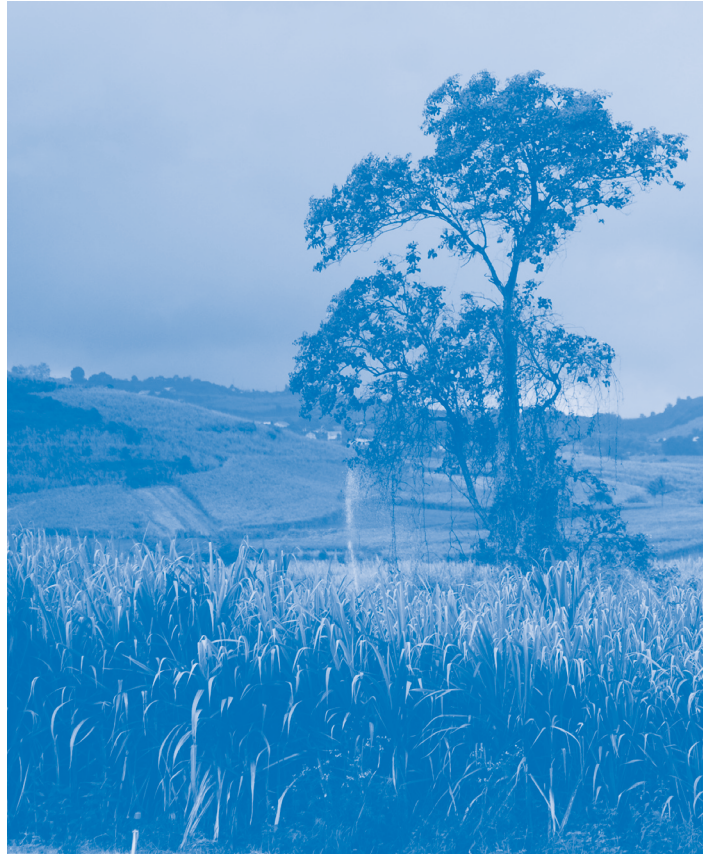
juillet 2022

« Penser l'écologie depuis les Outre-mer français »

Qu'est-ce que les « Outre-mer » ? Si l'on prend cette terminologie au mot, il s'agirait de ce qui est éloigné donc, au-delà, en dehors, comme si ces territoires ne pouvaient se définir que comme un extérieur face à une unité centralisatrice que serait la France hexagonale. Pourtant, bien avant que la colonisation ne fasse son œuvre, l'ensemble de ces territoires, habités ou non par des humains et/ou des non-humains, possédaient leurs propres histoires, leurs propres temporalités, leurs propres réalités. C'est dans les tumultes de l'expansion coloniale que ces terres, ces mondes, pourtant dispersés ont été progressivement amalgamés et réifiés au sein d'une même entité lexicale. Aujourd'hui encore, les traces de ce réductionnisme sont bien visibles. Les regards portés sur les « Outre-Mer » demeurent empreints d'une vision « exotisée » et idéalisée en décalage avec les réalités de ces territoires. Cela a pour conséquence d'entretenir un imaginaire tronqué de ces espaces, de gommer l'expression de leur diversité, et plus déterminant encore, d'invisibiliser les enjeux écologiques, sociaux, politiques qui les traversent. Derrière l'unité fantasmée des « Outre-mer » se cachent donc des réalités plus contrastées et singulières sur lesquelles il s'agit de porter un regard renouvelé.

Si la France est reconnue pour ses prises de positions en faveur de la préservation de l'environnement, notamment à travers la COP21, les Outre-mer français restent cantonnés à une zone d'ombre dans l'imaginaire politique de la France, particulièrement dans ses engagements écologistes. Les réalités socioéconomiques, les histoires politiques et les différents enjeux écologiques de ces territoires répartis sur trois océans demeurent méconnus en France et hors de la France. Tant le contenu écologique de ces territoires que les multiples luttes politiques, innovations technologiques, pratiques vernaculaires et philosophies de l'environnement sont occultés. Il va alors de soi pour une majorité que l'histoire politique gouvernementale et non gouvernementale de l'engagement de la France face aux multiples facettes de la crise écologique concerne uniquement l'espace Hexagonal. En découle un sous-investissement cognitif, économique, scientifique et politique des Outre-mer, dès lors qu'il s'agit d'aborder les enjeux écologiques en France. Cela est d'autant plus paradoxal que plus de 80 % de la biodiversité française est située dans les espaces ultramarins, que les Outre-mer représentent plus de 97 % de la zone économique maritime de la France,

Champs de canne à sucre à La Réunion. La filière sucrière est au cœur du débat sur l'avenir agro-écologique de l'île © Drics67 – CC BY-NC-SA 2.0



10 % des récifs coralliens du monde et que ces territoires sont particulièrement exposés aux problèmes posés par le réchauffement climatique.

Dès lors une question surgit : comment penser l'écologie depuis les Outre-mer français ? Ces dernières années ont vu émerger dans l'espace médiatique de la France hexagonale, un ensemble d'enjeux et de conflits environnementaux se déroulant dans ces territoires. Des oppositions aux différents projets de « Montagne d'or » en Guyane aux mobilisations contre la pollution au chlordécone aux Antilles (Martinique et Guadeloupe), en passant par les quêtes de justice des Polynésiens face aux conséquences des essais nucléaires, les sujets sont nombreux. Pourtant, ces articles de presse rappellent aussi la marginalisation de ces territoires dans l'imaginaire national français, l'ignorance de leurs sociétés, et l'invisibilisation de leurs longues histoires de luttes écologistes. L'intensité de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19 dans les Outre-mer, dont la quatrième vague en Martinique, en Guadeloupe et en Polynésie est sans précédent sur le territoire national, rappelle les conséquences mortelles des inégalités de ressources et d'infrastructures dans ces territoires. Car si les enjeux écologiques concernent l'ensemble des êtres humains et des écosystèmes, tout le monde ne contribue pas à ces violences et destructions de la même manière, et tout le monde n'en subit pas les mêmes conséquences. Si nous sommes tous dans le même bateau, nous n'y sommes pas dans les mêmes conditions, ne recevons pas la même attention, ni n'avons les mêmes capacités pour y faire face.



Dans ce cadre, tenant compte de ces inégalités à partir du contexte français dans lequel nous nous situons, il apparaît aujourd'hui plus que nécessaire de s'intéresser aux enjeux écologiques dans ces territoires dits d'outre-mer. Ces derniers comptabilisent aujourd'hui un peu plus de 2 millions de personnes réparties sur douze territoires à travers trois océans. La Guyane, la Martinique, la Guadeloupe, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre et Miquelon, La Réunion, Mayotte, les Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF), La Polynésie, La Nouvelle-Calédonie, Clipperton constituent autant de réalités que de problématiques spécifiques face aux enjeux écologiques.

L'écologie depuis les Outre-mer : quelques pistes

Par-delà l'élargissement des différentes conceptualisations politiques de l'écologie proposées en France hexagonale aux régions d'outre-mer, il apparaît aujourd'hui nécessaire d'effectuer un déplacement afin de saisir les manières dont sont formulés les enjeux écologiques depuis les Outre-mer, leurs histoires environnementales et leurs réalités socio-économiques et politiques. Il s'agit de penser l'écologie à l'horizon du monde, du vivant, de la Terre entière et de ses différents habitants humains ou non humains à partir des Outre-mer à travers la pluralité et la diversité de ces territoires. Nous identifions deux (trois dans l'article original) traits structurants des enjeux auxquels les écologies politiques sont confrontées aujourd'hui : le Plantationocène et la vulnérabilité accrue dans l'exposition aux catastrophes environnementales et aux changements globaux.

– Le Plantationocène : une longue histoire d'exploitation coloniale et capitaliste

L'un des traits structurants des Outre-mer est la longue histoire d'exploitation coloniale et capitaliste des écosystèmes et des humains et non-humains dont les buts principaux furent d'approvisionner la métropole coloniale en denrées prisées et d'enrichir certaines entreprises. Nous parlons de traits structurants, car ces exploitations et dominations des peuples autochtones ont littéralement structuré tant la construction des paysages des Outre-mer que les relations sociales et politiques et les différents régimes juridiques (indigénat, Code noir, etc.). De la déforestation et l'exploitation des terres pour des plantations de canne à sucre et de café aux Antilles et à La Réunion à l'extraction des minerais en Guyane et en Nouvelle-Calédonie, de la traite négrière transatlantique et de l'esclavage colonial à l'engagisme et au travail forcé en passant par les déplacements forcés de populations, ces territoires portent encore les traces de ces exploitations et dominations. C'est bien sur le fond de cet « habiter colonial », cette manière coloniale d'habiter la Terre et de se rapporter au vivant, qu'un ensemble de problèmes écologiques contemporains se poursuivent.

– Vulnérabilités et inégalités

Cette histoire se poursuit aujourd'hui si l'on s'intéresse à leur vulnérabilité aux différentes dégradations de l'environnement et aux perturbations climatiques. Cette vulnérabilité n'est pas naturelle, contrairement aux images catastrophistes montrées chaque année à la télévision, mais bien le résultat d'une longue construction sociale et politique. Deux ensembles de facteurs sont à l'œuvre. D'un côté, cette vulnérabilité découle de leurs situations sociales inquiétantes avec par exemple des taux de chômage deux à trois fois supérieurs à l'Hexagone (25 % en Guadeloupe, 35 % à Mayotte, des taux de pauvreté importants (39 % à La Réunion et 77 % à Mayotte en 2018), un coût du panier alimentaire étant entre 37 % et 46 % plus cher dans les DROM que dans l'Hexagone, mais aussi une absence notoire de souveraineté alimentaire due à une dépendance excessive à l'importation. L'inégalité n'est donc pas l'exception mais bien la règle dans ces territoires. Penser les enjeux écologiques dans et depuis les Outre-mer dessine donc aujourd'hui un constat et un horizon : celui d'une invisibilisation devenue insupportable et celui d'une lutte contre les inégalités et pour la justice environnementale. Nou tien bo !

Erwan Molinié, membre de l'Observatoire Terre-Monde

Article écrit par Malcom Ferdinand et Melissa Manglou, revu et adapté par Erwan Molinié, précédemment publié dans le n°63 de la revue *Écologie et Politique*, 2021

« Après la colonie » : histoire et actualité de l'anticolonialisme oultre-mer

La décennie qui vient de s'écouler a été marquée par la démultiplication des conflits sociaux dans les départements français d'Outre-mer, ainsi que par plusieurs mobilisations d'ampleur : en Guadeloupe et en Martinique en 2021 et en 2009, en Guyane en 2017 et à La Réunion en 2018-2019 - pour ne citer que les principales. Historiquement parlant, le terme « Outre-mer » a longtemps été utilisé de façon générique pour souligner la différence existante entre France hexagonale et territoires ultra-marins, renvoyant à un ensemble géographique et politique marqué par des formes originales de sortie du statut colonial tout en affirmant la sujétion économique et politique vis-à-vis de la métropole. Ce faisant, cette catégorie a historiquement participé à réifier sous une même entité des territoires et des populations bien différentes. C'est précisément avec l'idée de sortir de cette indistinction qu'un certain nombre de travaux récents cherchent à comprendre la construction de l'État à travers l'étude conjointe des mouvements contestataires et du fait postcolonial aux Antilles, en Guyane, à la Réunion ou à Mayotte. Par-delà leurs similitudes et leurs différences, les différents mouvements survenus ces dernières années marquent le sentiment d'insatisfaction et d'incomplétude qui affecte une part significative des populations d'outre-mer, subissant une situation sociale frappée de fortes inégalités en dépit de la départementalisation. Récemment encore, le rapport sur la pauvreté et l'exclusion outre-mer fourni par la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) sollicité par le ministère en 2017 indiquait dès son introduction que « De tous les territoires de la République, les départements, régions d'outre-mer, ainsi que les collectivités d'outre-mer sont, sans conteste, les espaces où la pauvreté est la plus prononcée ». Plus avant dans le rapport, ses auteurs affirmaient sans détour que « [...] cette pauvreté n'est pas sans rapport avec les différents mouvements sociaux secouant régulièrement ces territoires ». Et pour cause, les taux de pauvreté variaient entre 48,6 % en Martinique et 61,3 % en Guyane, alors que la moyenne française s'élevait à 14,7 %. Le taux de chômage est également beaucoup plus élevé : près de 20 % de la population active en Guadeloupe et en Martinique, 22 % en Guyane et 23 % à la Réunion. Conséquences de ces inégalités, les territoires

ultramarins constituent des microcosmes dépendants où les contradictions sociales sont immédiatement exacerbées lorsque l'économie ralentit ou que l'État dysfonctionne.

C'est la raison pour laquelle l'État central se trouve être la cible ou le destinataire des mobilisations d'ampleur, dont il est désigné comme l'adversaire principal. Cette interpellation récurrente adressée à l'État français constitue le marqueur historique de l'existence d'organisations anticolonialistes dénonçant le rapport de subordination et de dépendance vis-à-vis de l'État central ou encore l'assimilation des populations sur le plan culturel. Ces courants politiques demeurent prépondérants dans la vie syndicale et politique, que l'on songe à l'histoire des organisations indépendantistes et autonomistes, aux Partis communistes locaux, aux différents courants de l'extrême gauche et, surtout, aux différentes relations que ces organisations entretiennent entre elles dans les DOM et au-delà. L'histoire de celles-ci est d'abord liée au mouvement communiste avec lequel ces organisations entretiennent des rapports variables en fonction des territoires et des périodes. Là où certains courants anticolonialistes prospèrent au sein de la mouvance communiste (ce fut le cas à La Réunion avec le Parti communiste réunionnais (PCR) et en Martinique jusqu'à la rupture initiée par Aimé Césaire en 1956 pour fonder le Parti progressiste), d'autres se développent à ses dépens, comme l'Organisation de la jeunesse anticolonialiste martiniquaise (OJAM) ou le Groupement des organisations nationalistes de Guadeloupe (GONG), ainsi que nombre d'organisations d'extrême-gauche des Antilles ou de la Guyane. Violamment réprimés, une partie de ces mouvements vont aussi irriguer les courants syndicaux, comme l'Union générale des travailleurs de la Guadeloupe (UGTG), née dans la foulée du massacre de mai 1967. En recherche constante d'autonomie politique, l'activité militante de ces groupes s'élabore tantôt au contact des mouvements ouvriers locaux, tantôt dans la rencontre avec l'extrême gauche étudiante, tout en s'inscrivant dans une forme d'anti-impérialisme qui invoque bien souvent les guerres d'indépendance algérienne, malgache ou vietnamienne, ou encore la révolution cubaine, au gré des circulations militantes ou en fonction des proximités géographiques. Jusque dans les années 1980, ces organisations ne cessent de dénoncer les injustices coloniales : la violence de l'exploitation au travail, les migrations organisées dans le cadre du BUMIDOM, les avortements et la stérilisation forcés ou encore le caractère arbitraire de l'élitisme scolaire. Cette activité puise, enfin, dans une pratique d'insubordination qui recourt bien souvent à l'action directe – y compris armée – et témoigne de la volonté d'aménager des espaces émancipés de la domination coloniale par le biais de l'auto-organisation ou de l'éducation populaire.

À bien des égards, les marqueurs de la matrice anticolonialiste des mouvements sociaux sont toujours bien présents outre-mer. Pour autant, les mobilisations offrent un panorama plus éclaté que par le passé : si les différents

courants héritiers de l'anticolonialisme continuent de conserver une influence considérable, les organisations politiques ou syndicales qui leur permettaient d'être hégémoniques semblent aujourd'hui en perte de vitesse et d'attractivité, tant auprès des jeunes générations que des catégories populaires qu'elles entendaient historiquement représenter et défendre. Ces évolutions indiquent aussi un déplacement des objets de mobilisation : la question environnementale au sens large connaît aujourd'hui un essor considérable et semble mobiliser une part croissante de la population – c'est le cas par exemple dans les mouvements réclamant la dépollution des sols en Martinique et en Guadeloupe par suite de la contamination au chlordécone. Ensuite, la focalisation identitaire et mémorielle longtemps caractéristique de l'univers de pensée des mouvements anticolonialiste n'a pas disparu, comme en témoignent l'activité des mouvements culturels, ou encore les actions spectaculaires de déboulonnage de statues en Martinique en 2020. Les jeunes générations militantes revendiquent une approche décoloniale de la citoyenneté et mobilisent parfois une rhétorique intersectionnelle ouverte sur les questions des minorités de race et de genre. Mais on assiste également à l'apparition d'organisations cherchant à capter le mécontentement des populations sur une base politiquement conservatrice comme la mobilisation des « 500 frères » à l'origine de la grève générale en Guyane ou les différents collectifs visant l'expulsion des populations comoriennes à Mayotte. Les récentes mobilisations contre l'obligation vaccinale aux Antilles comme la poussée du vote en faveur du RN en Outre-mer sont emblématiques de ces évolutions contradictoires, entre actualisation de la critique anticolonialiste et enjeux de positionnement vis-à-vis de populations particulièrement défiantes au sujet de l'action de l'État.

Pierre Odin, enseignant en science politique à l'Université des Antilles

¹ Commission nationale consultative des droits de l'Homme. « Avis relatif à la pauvreté et à l'exclusion sociale dans les départements d'outre-mer », septembre 2017.

A La Réunion, le combat pour l'autonomie alimentaire

40% de la population réunionnaise vit sous le seuil de pauvreté. Le coût de la vie, le chômage, la précarité, le délabrement des services publics font de La Réunion une terre de tensions sociales. Après le mouvement des Gilets jaunes, qui fut l'occasion d'une expression populaire sans précédent, et la crise Covid, qui a mis l'accent sur notre dépendance aux importations liée à notre économie de comptoir, une prise de conscience sur l'autonomie alimentaire voit le jour dans l'opinion. A La Réunion la consommation de la population en terme de besoins alimentaires (boissons non comprises) est évaluée à 500 000 tonnes. La production locale actuelle est de 130 000 tonnes, soit un quart de nos besoins. Le riz, base de l'alimentation, est importé dans sa quasi-totalité (43 000 tonnes). La surface agricole utilisée (SAU) à La Réunion est d'environ 48 000 ha, la surface en canne de 23 000 ha (environ 50%), les cultures maraichères et vergers 5 300 ha, les jardins familiaux 5 500 ha. Seulement 20% de la SAU va donc à la production de maraîchage (et 20% de la SAU est en herbe pour l'élevage). Il faudrait multiplier par 3,5 cette surface pour couvrir la totalité des besoins en végétal et animal de l'île (chiffres collectif Oasis Réunion). Soit 60 000 ha nécessaires. Le Comité d'action pour l'autonomie alimentaire durable initié par Attac Réunion et bien d'autres associations soutient un manifeste en faveur de cette autosuffisance par une agriculture agro-biologique, paysanne, pour une alimentation saine et au juste prix pour tou-t'es : libération des friches, régies communales, loi Egalim, restauration scolaire bio, priorité aux besoins locaux, reconversion de la canne, modification des modes alimentaires, circuits courts, limitation des gaspillages, semences locales Des collectifs citoyens et de cultivateurs bataillent pour le « planté pou manzé » en valorisant la culture créole qui, par son histoire ancestrale, vivait dans l'autosuffisance alimentaire, comme pendant la Seconde Guerre mondiale où l'île a dû se suffire à elle-même. Il est temps de sortir des séquelles de l'histoire post-coloniale de La Réunion pour nous inscrire dans un projet volontariste d'autonomie alimentaire durable via une redistribution du foncier, par une réappropriation des terres vers les maraîchages, et par une remise en cause des lobbies sucrier et agro-alimentaire productiviste, et de la grande distribution qui concurrence la production locale. Ce combat mêle des objectifs premiers de survie mais aussi de santé publique, d'égalité sociale, et de reconnaissance culturelle dans ce rapport essentiel à la terre et au partage.

Didier Bourse, pour le comité local Attac Réunion



Manifestation LKP à Pointe-à-Pitre, le 24 janvier 2009. Par bitin.fr - CC BY-NC-SA 2.0

La Guadeloupe dans la résistance

Appréhender la situation de l'archipel guadeloupéen doit s'inscrire dans le concept élaboré par le philosophe guadeloupéen Raoul Serva : « la Guadeloupe est une colonie départementalisée » car malgré la loi d'assimilation de mars 1946 transformant notre territoire en département, rien n'a fondamentalement changé. Les rapports sociaux issus de l'immonde esclavage perdurent. La lutte de classes ici prend un relief particulier.

L'archipel guadeloupéen est frappé entre autres par : la vie chère ; l'exode ou l'exil de milliers de jeunes d'où un vieillissement de la population ; un chômage massif ; l'empoisonnement des terres par le chlordécone pour 500 ans (95 % de la population est concernée) ; une crise de l'eau (distribution, prix et potabilité).

L'État colonial, en lien avec le patronat, (békés et autres capitalistes « métropolitains ») n'entend pas céder sur les légitimes revendications des travailleur-ses. Ce fait est marqué par une histoire de tueries comme en février 1952 au Moule (4 morts) lors d'une grève dans la canne et surtout près d'une centaine de morts et de blessés à Pointe-à-Pitre, les 26 et 27 mai 1967, lors d'une grève des ouvriers du bâtiment qui s'étaient mobilisés pour une augmentation de salaire de 2 %, mouvement également réprimé par des dizaines d'arrestations, des procès à Paris et en Guadeloupe... Suite à ces journées sanglantes, le 30 mai, un accord entre patronat et syndicats ouvriers garantissait une augmentation de salaire de 25 %.

Rien n'a bougé dans la colonie départementalisée et des convulsions traversent régulièrement les champs social et politique comme lors de la grande grève de 44 jours menée en 2009, du 20 janvier au 4 mars, animée par le Liyannaj Kont Pwofitasyon (L.K.P), collectif regroupant l'ensemble des organisations syndicales ouvrières de l'île, d'associations de locataires et de lutte contre l'empoisonnement des sols par ce fameux chlordécone... Autour d'un cahier de 146 revendications, on retrouve notamment la formation et l'emploi des jeunes ou encore

la distribution d'une eau potable dans le robinet de toutes et tous. C'est une mobilisation populaire et puissante où des dizaines de milliers de travailleur-ses, de jeunes, de chômeur-ses se retrouvent dans les rues des principales villes de l'archipel sous la menace des chiens de garde de l'Etat colonial ; moment triste lorsque dans la nuit du 18 février, le militant de la la C.G.T.G, Jacques Bino est abattu à Pointe-à-Pitre... son meurtrier court toujours. L'accord signé le 4 mars 2009 sur l'augmentation de 200 euros pour les bas salaires porte son nom.

Au-delà des revendications immédiates, ce qui ressort de ces 44 jours, fut le renforcement d'une certaine conscience identitaire traduite par le slogan « La Gwadeloup Sé Tan Nou Apa Ta Yo ». Face aux mobilisations des salarié-es, des jeunes, des femmes, des petits artisans, des chômeur-ses, l'Etat colonial ne répond que par la matraque, les bombes lacrymogènes, les arrestations arbitraires, et une myriade de procès contre des militant-es syndicaux. Les mêmes méthodes ont été récemment utilisées, depuis juillet 2021, face à la mobilisation d'organisations syndicales et politiques avec un cahier de 18 points portant entre autres sur : le refus du pass sanitaire et de l'obligation vaccinale ; la question de l'empoisonnement de notre pays par le chlordécone ; la formation et l'emploi pour la jeunesse.

Une année de mobilisation est passée depuis, avec notamment le Collectif en lutte contre l'obligation vaccinale, la réintégration des personnels suspendus et le droit d'exercer des libéraux : conférences et communiqués de presse, meetings tous les jeudis soirs sur tout le territoire guadeloupéen, marches populaires tous les samedis matins avec des milliers de travailleur-ses, de citoyen-nes dans les rues. Surdité, mépris et répression sont à nouveau les seules réponses des représentants de l'Etat et des élu-es. Comme l'écrivait jadis Raoul Serva, « le blocage que nous subissons principalement est le fait de la classe politique guadeloupéenne elle-même, une classe dont il est devenu impérieux de déterminer et de dénoncer les responsabilités historiques dans l'état actuel des choses ».

Aujourd'hui, près d'un millier de personnels du secteur de la santé (CHU, médico-social, action sociale) est suspendu sans salaire, des dizaines de jeunes sont emprisonnés pour avoir revendiqué leur droit à la formation, à l'emploi et de vivre au pays, et des militant-es syndicalistes doivent répondre devant les tribunaux de l'Etat colonialiste.

Notre archipel aura d'autres convulsions si la nature de ses liens avec la France demeurent identiques, si la classe politique reste sourde aux légitimes revendications des salarié-es, des jeunes, des chômeur-ses, des retraité-es, des femmes, sans changement des rapports sociaux dans l'archipel. Afin que le soleil brille autrement...

Jean-Marc Angèle,
secrétaire général pour Solidaires Guadeloupe

La difficile situation des populations amérindiennes en Guyane

En Guyane, différentes communautés amérindiennes vivent majoritairement dans des territoires reculés de la forêt sur les communes de Maripasoula à l'Ouest et de Camopi à l'Est. Loin des villes du littoral où se concentre l'activité économique, ces villages sont accessibles uniquement en pirogue ou en avion. A Camopi, la moitié de la population a moins de 15 ans et seulement 18,3 % des personnes de 15 à 64 ans ont un emploi.

Santé

Le saturnisme concernerait 70 % des femmes enceintes suivies en pays amérindien et 80 % des enfants de 1 à 6 ans à Camopi. Cette contamination est liée à une alimentation basée sur le manioc, la pêche et la chasse qui concentrent le plomb des sols et de l'environnement. Le plomb est connu pour réduire les capacités intellectuelles des personnes atteintes mais entraîne aussi d'autres problèmes de santé, et sans doute une part des problèmes sociaux.

Dans certains villages la mortalité par suicide est jusqu'à 8 ou 10 fois supérieure aux taux nationaux. Ces suicides touchent principalement les jeunes et les adolescent-es. Pourtant dans l'Est, la prise en charge en psychiatrie par des spécialistes se limite à quelques jours de présence par mois, et malgré la présence d'un centre médico-psychologique, la situation n'est guère plus satisfaisante dans l'Ouest.

Les dispensaires locaux sont sous-équipés et sont contraints d'évacuer par avion les patients ayant besoin d'une radio. Par manque de maternité, les femmes enceintes sont envoyées sur le littoral par sécurité, un mois avant leur date de terme. Elles se retrouvent isolées de leurs familles et sont ensuite laissées à elles-mêmes dans l'hôpital, sans parfois même une autre personne qui parle leur langue.

Éducation

Dans l'intérieur, l'accès à l'éducation est également problématique. Aucun lycée n'est présent sur le territoire, ce qui oblige les jeunes à partir dès la troisième sur le littoral où ils seront en internat ou dans des familles hébergeantes. Isolé-es dans un cadre inconnu, beaucoup abandonnent l'école et tombent dans la petite délinquance.

Pour les enfants des écarts de Maripasoula, le déracinement apparaît dès la sixième, quand le manque de transport scolaire rend nécessaire leur placement en internat. Beaucoup vivent mal un tel déracinement qui explique en partie suicides et tendances aux addictions. Enfin, l'ensemble des élèves subit les difficultés de recrutement du personnel éducatif : postes non pourvus, *turnover* important, manque de formation, auxquels s'ajoutent les problématiques linguistiques, expliquent que les élèves de l'intérieur accusent un retard scolaire certain par rapport au littoral.

Aurel Carbutar, Sud Santé Sociaux Guyane
Dany Mizrahi, Sud Éducation Guyane

Quel avenir pour la Nouvelle-Calédonie ?

La Nouvelle-Calédonie et ses 271 400 habitants obtiendront-ils leur souveraineté entière ? La présidence Macron a marqué un durcissement des relations entre l'archipel du Pacifique et le gouvernement, ainsi que l'explique Jef Castel, militant anticolonialiste.

Où en est-on du processus d'indépendance ?

Nous sommes à un moment charnière car en 2022 vont s'achever les accords de Nouméa, signés en 1998 entre le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), la droite locale, et l'État français. Ces accords actaient deux choses importantes. Premièrement, la France reconnaissait en préambule avoir pris possession de la Nouvelle-Calédonie alors peuplée par les Kanak, ce qui revient à admettre le fait colonial. Deuxièmement, le texte conclut que l'issue des processus de décolonisation engagés par les accords sera l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté. C'est du moins la lecture qu'a toujours fait le FLNKS.

Concrètement, l'aboutissement des accords était la consultation de la population sur l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté avec trois référendums : un en 2018, un en 2020 et un en 2022. Si à chaque vote la réponse était en faveur du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France, une autre consultation devait être organisée deux ans après.

Quels ont été les résultats des référendums ?

Le premier référendum s'est tenu en 2018, à ce moment-là les sondages, le gouvernement et de la droite locale pensaient que le front de l'indépendance

allait être laminé et qu'il n'atteindrait pas les 30 % des voix. La surprise pour tout le monde a été de dépasser les 43 % en faveur de la pleine souveraineté. En 2020, pour la deuxième consultation les pronostics étaient que les indépendantistes allaient faire moins qu'au premier. Le oui à la France l'a emporté mais l'option de l'indépendance a fait plus de 47 % des voix. Dans la tête de tout le monde, cela a ouvert la perspective que le troisième référendum soit gagnable.

Or, à l'issue du deuxième référendum, Emmanuel Macron a repris les affaires en main, avec un discours disant que le peuple calédonien s'était prononcé par deux fois contre l'indépendance et qu'il fallait négocier un nouveau statut consensuel au sein de la République.

Comment ont réagi les indépendantistes ?

La position du FLNKS est claire : il est hors de question de discuter d'un nouveau statut. On ne veut discuter que de l'organisation du référendum de sortie prévu par les accords. La droite a compris le danger que représentait le troisième référendum et a donc décidé d'accélérer le processus pour amener au vote tant que Macron était président de la République. Le gouvernement français a donc imposé la troisième consultation en décembre 2021, en pleine crise pandémique. Le pays était en deuil. D'où l'appel à l'abstention de la part du FLNKS. Le référendum s'est tenu, il y a eu plus de 95 % pour le oui à la France, mais avec 56 % d'abstention.

Quelles sont les perspectives aujourd'hui ?

Le FLNKS se donne quelques mois pour se réorganiser face aux nouvelles échéances. Tout le mouvement indépendantiste s'est réuni au printemps lors d'un Congrès populaire et a conclu que les discussions avec l'État français ne se feraient que sur un seul thème : l'accession de la Nouvelle-Calédonie à la pleine souveraineté. C'est rare, une telle unanimité dans le mouvement indépendantiste.

Or, pour l'instant, la position de Macron est très dure : il a considéré que deux référendums avaient eu lieu, que la population s'est exprimée pour rester dans la République française et qu'il faut donc revoir les accords de Nouméa. C'est la première fois depuis 1998 que l'on a un chef de l'État qui a une position aussi partisane. On voit bien que l'enjeu pour Macron est de garder une présence dans le Pacifique, au vu des enjeux stratégiques dans la région. Or cette présence n'est pas du tout populaire.

Il faut bien comprendre que le FLNKS dirige toutes les institutions : il préside le Congrès, l'équivalent de l'Assemblée nationale, le gouvernement de Nouvelle-Calédonie et deux provinces sur trois. La remise en cause des accords de Nouméa est la ligne rouge pour le FLNKS, qui prépare la population à cette éventualité et donc à imposer un rapport de force sur le terrain.

Propos recueillis par A.L.

Pour aller plus loin

À lire :

Pwofitasyon. Luttés syndicales et anticolonialisme en Guadeloupe et en Martinique

Pierre Odin
Ed. La Découverte, 2019

Une écologie décoloniale

Malcom Ferdinand
Ed. Le Seuil, 2019.

Décoloniser les Antilles ? Une histoire de l'État post-colonial (1946-1982)

Sylvain Mary
Ed. Sorbonne Université Presses, 2022

Nous qui versons la vie goutte à goutte – Féminismes, économie reproductive et pouvoir colonial à La Réunion

Myriam Paris
Ed. Dalloz, 2020

Écologies politiques depuis les Outre-mer

Ecologie & Politique, n°63, 2021

Les nombreuses productions

de Bruno Barrillot sur les essais nucléaires français en Polynésie.

L'enquête « Toxique » de Disclose sur le même sujet : disclose.ngo/fr/investigations/toxique

Le site de l'Observatoire Terre-Monde,

centre d'étude des écologies politiques des outre-mer : terremonde.hypotheses.org/

secrétariat de rédaction
Eric Le Gall, Franck Mithieux

coordination de ce dossier
Marie Beyer, A.L.,
Franck Mithieux
maquette
Stéphane Dupont
impression
sur papier recyclé
Stipa Montreuil